



Distorsions de la réalité par les principaux médias occidentaux : exemple d'Alep en Syrie



Le 8 février la Chancelière fédérale allemande Angela Merkel a condamné les attaques aériennes russes sur la région d'Alep. Elle a dit textuellement :

« Nous ne sommes [...] pas seulement effrayés mais aussi horrifiés par la détresse humaine qui a résulté pour des dizaines de milliers de personnes des bombardements, surtout du côté russe. »

Le 8 février la Chancelière fédérale allemande Angela Merkel a condamné les attaques aériennes russes sur la région d'Alep. Elle a dit textuellement :

« Nous ne sommes [...] pas seulement effrayés mais aussi horrifiés par la détresse humaine qui a résulté pour des dizaines de milliers de personnes des bombardements, surtout du côté russe. »

Ce jugement d'Angela Merkel va de pair avec des informations semblables dans les médias occidentaux.

Le lendemain Dimitri Peskov, porte-parole du président Vladimir Poutine a réagi à ces accusations massives en déclarant que jusqu'à présent ils n'y a « pas de preuves crédibles » de civils tués. Il y a déjà eu une quantité énorme d'annonces de prétendues victimes civiles, mais pas une seule preuve digne de confiance n'a jamais été présentée. Sur la demande du gouvernement de Damas l'armée de l'air russe entreprend des attaques aériennes ciblées depuis fin septembre contre des positions du groupe terroriste Daesh (« Etat Islamique ») et contre le front al-Nusra, qui contrôlaient tous deux ces dernières années de vastes parties du pays. Selon les indications de l'armée russe des cibles précises sont attaquées uniquement quand il n'existe aucun danger pour la population civile. – Voilà pour la contre-voix provenant de Russie.

Par ailleurs les principaux médias occidentaux ont repris une information de l'agence de presse Reuters sur Alep, qui a ensuite été diffusée telle quelle en continu dans la presse et dans les informations télévisées. Elle disait littéralement :

« Des forces armées russes et syriennes ont intensifié leur action contre les régions contrôlées par les rebelles autour de la ville d'Alep, où se trouvent encore 350 000 personnes, et la ville, qui était avant la guerre la plus grande de Syrie, pourrait bientôt tomber. »

Dans le cas présent, le choix des mots est intéressant : La ville d'Alep pourrait bientôt tomber. Car depuis un certain temps la ville se trouve entre les mains des extrémistes islamiques extrêmement violents et sans scrupules, ce qui a déclenché la détresse indicible et les flux de réfugiés. Du point de vue de la population syrienne qui souffre à l'extrême, l'information de Reuters devrait plutôt s'énoncer comme suit : « La ville d'Alep pourrait bientôt être libérée des ennemis. Enfin des centaines de milliers de réfugiés pourraient revenir dans leur ville libérée et la reconstruction pourrait commencer. »

Les médias occidentaux poursuivent : « Les bombes d'Assad et de la Russie ont transformé Alep en une ville de décombres, beaucoup de routes d'approvisionnement sont coupées. » Mais c'est manifestement les terroristes de Daesh et d'al-Nusra, qui ont transformé Alep en une ville de décombres avec des bombes et des grenades. Un commandant syrien raconte, je cite :

« Grâce à la libération des villes de Nubul et al-Zahraa nous avons coupé les routes qui permettaient l'approvisionnement des terroristes depuis la Turquie. L'approvisionnement a été stoppé complètement. Les milices terroristes encerclées dans Alep sont bloquées. Ils ont seulement des marges de manœuvre minimales. »

Au vu des accusations permanentes contre la Russie, Dimitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, fait référence au fait que les politiciens occidentaux se seraient tus quand des terroristes ont effectué leur « offensive barbare » sur le terrain syrien il y a deux ans. Peskov a appelé à « plus d'attention et plus de responsabilité en utilisant des représentations diverses dans la situation de toute façon fragile en Syrie ».

Mais comment en vient-on à de telles représentations totalement contradictoires pour ne pas dire des distorsions de la réalité ? A ceci un exemple significatif : Les médias occidentaux citent souvent le soi-disant « Observatoire syrien des droits de l'homme ». Mais qui est cet « Observatoire syrien des droits de l'homme » et qui est Rami Abdel Rahman, souvent nommé comme source ?

Selon les recherches de la chaîne de télévision Russia Today, il ne s'agit pas d'une organisation crédible avec un personnel nombreux qui fait des rapports et examine sérieusement sur place les événements en Syrie, mais il s'agit d'une personne seule. Rami Abdel Rahman, l'expert des droits de l'homme syrien souvent cité, se trouve tout seul à Coventry dans son appartement de deux pièces, donc en Angleterre et pas en Syrie. A propos de la question de Russia Today il avait lui-même répondu : « Je ne suis pas une organisation de médias. Je travaille à la maison, depuis mon appartement privé. » Les preuves manquantes pour les accusations massives qui sont diffusées aux quatre coins du monde par la Chancelière allemande et par les médias occidentaux semblent confirmer ce genre de journalisme.

de Horts M.

Sources:

.

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Syrie - www.kla.tv/Syrie

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.